



A Agen, le 31 janvier 2025

Monsieur le Ministre,

Dans les départements ruraux comme le nôtre, les communes perdent leur école, leur trésorerie, au gré de l'iniquité de budgets qui foulent au pied la notion même de "service public".

On a mutualisé, on a implanté des Maisons France service, on a requis des agents qu'ils promeuvent des services en ligne, là où les personnes âgées ou fragiles socialement ont besoin d'une proximité humaine, là où l'utilisateur a besoin d'une écoute et d'une réponse personnalisée, là où la fracture numérique et les zones blanches sont bien réelles. France services vendait une plus grande accessibilité aux services publics, or cette invention n'est que la poursuite déguisée du désengagement de l'Etat.

Tant que le fonctionnaire restera une variable d'ajustement budgétaire, le service public pâtira de cette volonté cynique, laquelle amène à penser que c'est le fonctionnaire qui dysfonctionne.

Or c'est la politique que vous avez manifestement choisi de perpétuer qui est dysfonctionnelle: dans ce contexte d'austérité où 51 milliards d'économies "s'imposent", sont décrétés entre autres la suppression de milliers d'emplois dans la FPT, le maintien de grilles indiciaires smicardisées, une nouvelle année du gel du point d'indice, l'annulation de la GIPA...

On restructure les services, on supprime des postes: les agents subissent des surcharges de travail parfois intolérables et l'on s'étonne d'entendre parler de "perte de sens", de "vocations gommées".

Si la Fonction publique connaît cette fameuse perte d'attractivité, que dire de notre territoire qui n'attire pas durablement les professeurs par exemple- lesquels ne souhaitent pas s'ancrer dans un département où des villages meurent si l'école meurt.

Enfin les agents en ont assez des contre-réformes hors-sol, fruits des caprices idéologiques de décisionnaires qui fréquentent trop peu le "terrain" ou qui ne l'écoutent pas.

1 milliard pour une réforme de l'enseignement professionnel sans aucune efficience pour les jeunes ou pour les entreprises, entre 3.5 et 5 milliards d'euros dans ce SNU qui est un échec...

Ces dépenses irresponsables dans un contexte où la hausse des salaires reste une urgence ne font qu'accroître la colère de ceux qui œuvrent pour le service public.

Il faut créer les postes statutaires nécessaires, sortir les AESH de leur précarité, augmenter les salaires.

En outre, notre service public est désormais vicié par le management, l'individualisation des carrières, les primes au mérite, le recours aux contrats- autant de mesures inspirées du droit privé et qui se sont largement développées depuis la Loi de Transformation.

Avec un statut de plus en plus malmené.

Or les agents attendent une revalorisation des carrières, pas une rémunération au mérite. Ils attendent de la considération, pas la confirmation de la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90%.

Il y a urgence à ouvrir de véritables négociations salariales. Depuis 2000, les fonctionnaires ont perdu 31,5% de pouvoir d'achat à cause de plusieurs années de gel du point d'indice ou de revalorisation insuffisante.

La FGF-FO 47 fustige l'axe d'austérité qui s'ancre et qui organise la remise en cause du modèle social.

La section combattra cette politique jusqu'à satisfaction des revendications.

En souhaitant que nos territoires ruraux et "éloignés" soient pris en compte dans leurs spécificités sociales, géographiques et économiques- tant les décisions nationales peuvent impacter plus funestement encore les petites communes.

La section FGF-FO 47 vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de sa haute considération.

Pour la FGF-FO 47,
Laetitia Baradat Calbet
Secrétaire départementale

